

EXPO 2025

Last Chance to Feel the Magic!



2025.4.13 - 10.13

EXPO 2025 Osaka, Kansai, Japan

Osaka 2025 :

Quand le clan remplace la nation

DJIBOUTI

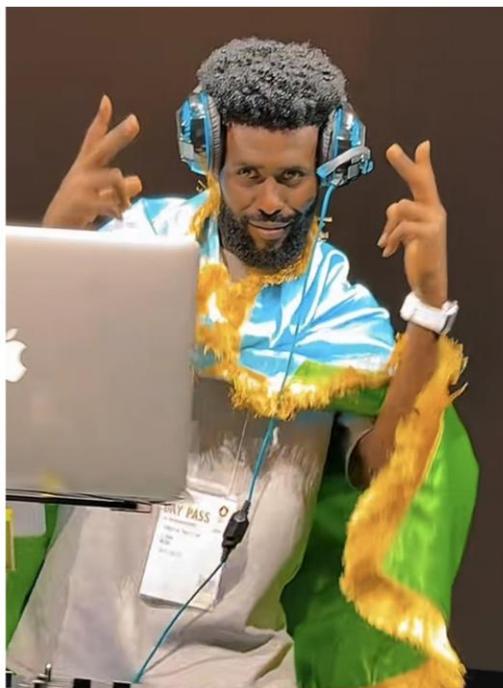
Exposition internationale d'Osaka : Quand l'ethnocentrisme institutionnalisé Somali-Issa s'assume

Lors de l'Exposition internationale d'Osaka, un événement mondial où la diversité des cultures devrait être mise en avant, le gouvernement djiboutien a fait un choix qui n'a pas manqué de choquer et d'interroger : ne présenter qu'une seule facette de son identité culturelle, celle du clan politique dominant, les Issas. Cette décision n'a pas seulement suscité des interrogations sur la véritable représentation de la culture djiboutienne, mais elle a également mis en lumière une situation préoccupante, voire alarmante, en matière de discrimination, ségrégation, et de manipulation politique.

Des artistes Éthiopiens à la place des créateurs locaux

La participation de Djibouti à l'Exposition internationale d'Osaka a révélé une réalité rarement évoquée : la domination culturelle des Issas sur les autres communautés du pays. En ne présentant que la culture Issa, le gouvernement djiboutien a délibérément écarté des représentations culturelles, les Afars et les Arabes pourtant enracinées dans l'histoire et la diversité du pays. Cette exclusion symbolique est d'autant plus frappante que Djibouti est une nation pluriculturelle, où coexistent plusieurs groupes ethniques.

Mais ce n'est pas tout. En choisissant de réduire la culture de Djibouti à une seule voix, le gouvernement a aussi révélé au monde entier la ségrégation existante entre les cultures Issa et non Issa, un pied de nez aux Afars qui particulièrement persécutés, une fois de plus, sont exclus de la scène publique, à la fois politique et culturelle. Ce geste manifeste l'humiliation de toute une communauté déjà fragile et marginalisée dans l'espace national.



Ce qui est particulièrement dérangeant dans cette affaire, c'est que l'ensemble des artistes choisis pour représenter Djibouti à l'Exposition d'Osaka n'étaient pas djiboutiens. L'orchestre, dirigé par un DJ en particulier, était exclusivement composé d'artistes originaires d'Éthiopie. Ce choix soulève plusieurs questions cruciales, notamment sur la légitimité de ces artistes à incarner la culture djiboutienne, étant donné qu'ils n'en sont pas issus.

En outre, ce DJ et sa troupe sont particulièrement controversés en raison de leurs liens avec un groupe paramilitaire d'origine éthiopienne, la milice de la jeunesse Issa, également connue sous le nom de « Barbarta Sitti ». Ce groupe est tristement célèbre pour ses attaques violentes contre la population Afar en Éthiopie. Le DJ en question a été filmé aux côtés du tristement célèbre Maslax, un leader de cette milice, armé et menaçant publiquement de « exterminer » la population Afar.

Maslax, une figure de proue de cette milice, avait également été invité par les autorités djiboutiennes lors de la dernière campagne présidentielle, où il a bénéficié de privilèges exorbitants, appartements, voitures, voyages financés par des figures du gouvernement, qu'ils exhibent sur les réseaux sociaux, contrastant violemment avec la situation de précarité de la majorité de la population djiboutienne.



Djibouti: interrogation sur son implication dans la déstabilisation régionale

Après cet événement, plusieurs questions surgissent et se posent en premier lieu à Hibo Moumin ministre de la culture et par la suite au restant des acteurs gouvernementaux :

1. Comment des artistes étrangers, en l'occurrence éthiopiens, ont-ils été choisis pour représenter Djibouti à un événement international ?

Le choix d'artistes étrangers pour incarner la culture d'un pays est déjà un sujet sensible. Mais ici, cela soulève des préoccupations géopolitiques, en particulier en raison des tensions entre les communautés Afar et Issa,

Exposition internationale d'Osaka : Quand l'ethnocentrisme institutionnalisé Somali-Issa s'assume

et des liens étroits entre certaines figures de l'élite djiboutienne et des groupes paramilitaires éthiopiens.

● 2. Comment ces artistes ont-ils obtenu des visas pour participer à un événement censé représenter Djibouti, un pays où ils n'ont pas de lien culturel ou historique direct ?

Le gouvernement djiboutien a facilité l'entrée de ces artistes éthiopiens sans explication claire. Leurs liens avec des milices impliquées dans des conflits violents dans la région rendent ce choix encore plus suspect, voire irresponsable.

● 3. Quel message le gouvernement djiboutien envoie-t-il à sa propre population, en particulier à ses citoyens Afars et Arabes ?

En ne présentant que la culture Issa, le gouvernement envoie un message de discrimination envers les autres communautés du pays. Ce traitement inégal renforce la division au sein de la société djiboutienne et exacerbe les tensions ethniques et politiques, tout en légitimant cette exclusion sur la scène internationale.

● 4. Quel impact cela pourrait-il avoir sur les relations diplomatiques de Djibouti avec ses voisins ?

Cette situation pourrait aggraver les relations entre Djibouti et les autres pays de la région, notamment l'Éthiopie et les nations voisines, en raison de l'implication de groupes paramilitaires éthiopiens dans des violences contre les Afars. En soutenant publiquement des figures liées à des milices responsables de violences ethniques, le gouvernement djiboutien envoie un message inquiétant à l'Éthiopie : il semble approuver, voire encourager, toute tentative de déstabilisation dans la région.



Hibo Moumin - Ministre de la Culture

Cette promotion de groupes paramilitaires éthiopiens liés aux violences contre les Afars pourrait être perçue par Addis-Abeba comme un soutien tacite à des mouvements qui cherchent à fragiliser l'intégrité territoriale de l'Éthiopie, en exacerbant les tensions internes dans les régions Afar et Somali.

Il est évident que de telles décisions ont des répercussions internationales, et ne peuvent être interprétées uniquement sur le plan local. Le gouvernement djiboutien, en prenant ce risque, ne fait pas qu'afficher son ethnocentrisme Somali-Issa au détriment des autres : il envoie également un signal fort à ses voisins, et notamment à l'Éthiopie, concernant sa position vis-à-vis de la stabilité régionale.

Une crise de légitimité et de cohésion nationale

L'Exposition internationale d'Osaka devait être une occasion de célébration de la diversité culturelle. Pourtant, en choisissant de ne présenter qu'une vision unilatérale de la culture djiboutienne, dominée par les Issas, le gouvernement a non seulement marginalisé des groupes ethniques et culturels entiers, mais a également mis en lumière une fracture profonde au sein du pays. En agissant ainsi, il ne fait qu'accentuer les divisions internes, tout en créant des tensions diplomatiques à l'échelle régionale.

Ce n'est pas seulement la culture qui est en jeu, mais également la légitimité d'un gouvernement qui semble avoir choisi de privilégier des intérêts claniques en particuliers, au détriment de l'unité nationale et de la véritable diversité culturelle de Djibouti. Dans ce contexte, les responsables Afars au sein du gouvernement doivent désormais faire un choix : se dissocier de cette politique d'exclusion et de discrimination ou continuer à jouer le rôle de complices dans un système qui marginalise leur propre peuple. ■

DJIBOUTI

■ Djibouti : les Afars face au piège des élites cooptées

Depuis l'indépendance, le régime Somali-Issa s'appuie sur une stratégie éprouvée : contrôler les organes de l'État tout en plaçant des élites Afar cooptées dans des rôles symboliques. Ce mécanisme, qui rappelle celui des Judenräte dans les ghettos juifs, assure une domination « silencieuse » mais totale. Au-delà de son efficacité immédiate, cette stratégie a des conséquences profondes et durables sur l'avenir du peuple Afar et sur la stabilité du pays tout entier.

Une identité affaiblie et fragmentée

L'une des premières victimes de ce système est **l'identité collective des Afars**. La cooptation de certains leaders brouille les repères : le peuple ne sait plus distinguer qui parle en son nom et qui parle pour le régime. Cette confusion détruit la confiance dans les institutions traditionnelles et fragilise les liens communautaires. Avec le temps, une génération entière grandit dans le doute, percevant ses élites comme des relais d'un pouvoir étranger. L'appartenance commune s'effrite et l'identité afar se fragmente entre ceux qui s'accommodent du système et ceux qui le rejettent.

Pour les jeunes Afars, le constat est encore plus amer. Ils voient leurs perspectives d'avenir barrées par un État qui leur ferme les portes de la fonction publique, de l'armée et des opportunités économiques. Beaucoup comprennent très tôt que la réussite dépend moins du mérite que de la proximité avec le régime. Cette réalité engendre frustration, colère et désillusion. Certains choisissent l'exil, d'autres sombrent dans le désengagement ou dans la contestation.



Mais tous portent en eux **le sentiment d'avoir été dépossédés d'une place légitime dans leur propre pays**.

Une mémoire collective blessée

Chaque peuple transmet à ses enfants une mémoire, faite de luttes, de dignité et d'exemples de résistance. Or, à Djibouti, cette mémoire afar est brouillée par la cooptation. Quand des leaders apparaissent publiquement comme « représentants » mais ne défendent pas réellement leur communauté, ils laissent une trace durable de trahison dans la conscience collective. Cela crée une mémoire écorchée, où les nouvelles générations héritent d'un mélange de rancœur, de méfiance et de résignation. L'effet est corrosif : il devient difficile de construire une fierté commune quand l'histoire récente se confond avec l'humiliation et la manipulation.

À court terme, ce système assure aux Issas un contrôle efficace et peu contesté. Mais à long terme, il sape la stabilité du pays. En étouffant la voix afar, le régime prive une partie importante du pays de **représentativité réelle**.

La colère accumulée ne disparaît pas : elle se transforme en ressentiment, en désaffection politique et, parfois, en radicalisation. Le régime issa croit sécuriser son pouvoir, mais il prépare en réalité un terrain miné. Car aucun État ne peut durablement construire sa paix sur l'exclusion d'un peuple fondateur.

La leçon de l'histoire

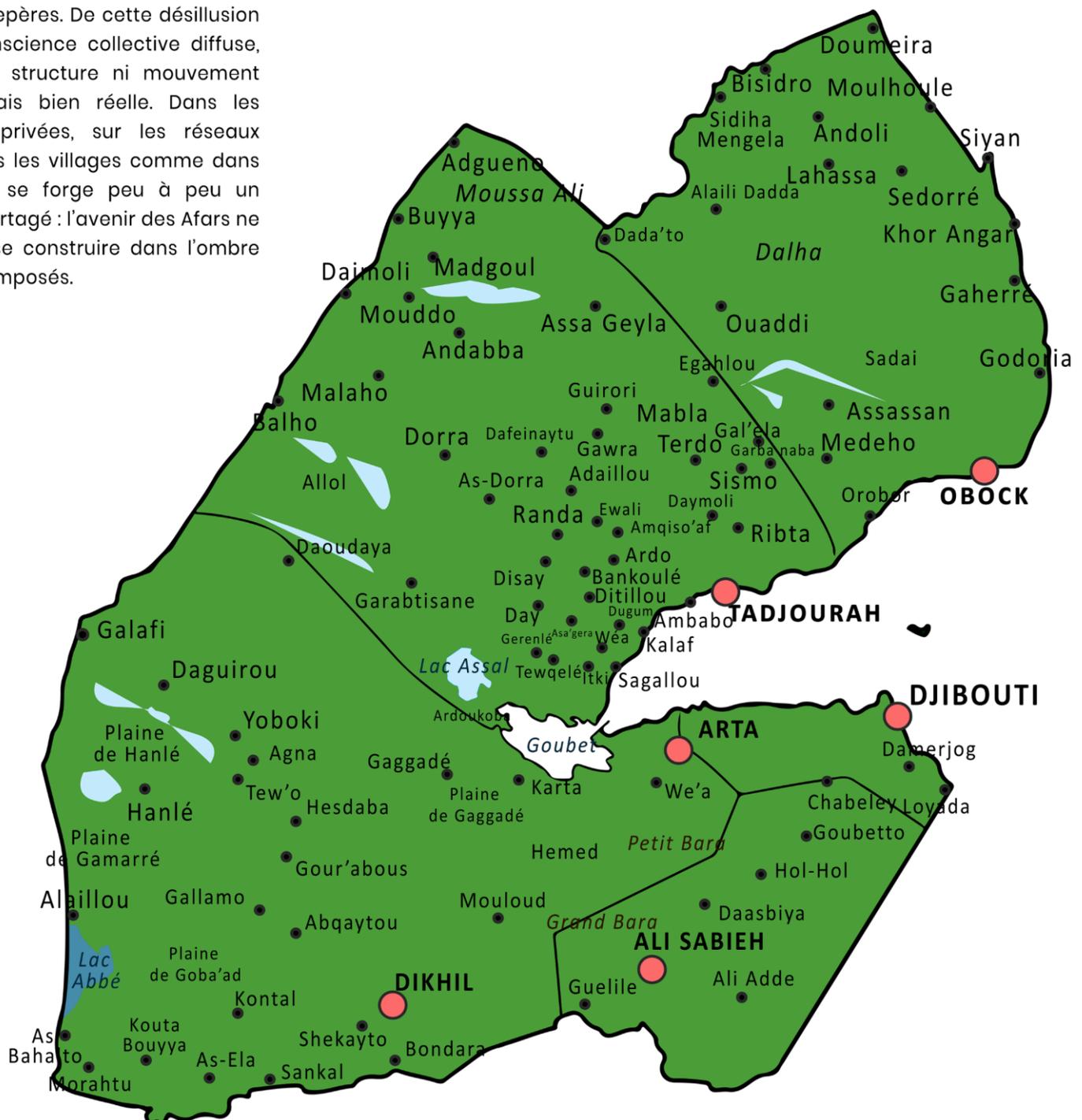
L'histoire est claire : les systèmes qui reposent sur la cooptation et la marginalisation finissent toujours par s'effondrer. Les *Judenräte* n'ont pas sauvé les ghettos, les chefs coutumiers au service du colonialisme n'ont pas empêché les indépendances, et les élites cooptées par des régimes autoritaires ont rarement résisté au réveil populaire. À Djibouti, l'illusion d'un équilibre ne pourra masquer éternellement une domination ressentie comme une injustice profonde. Le peuple afar est à la croisée des chemins. Ce qu'il vit aujourd'hui n'est pas seulement une privation de droits politiques mais **une dépossession progressive de son identité**, de sa mémoire et de son avenir.

Djibouti : les Afars face au piège des élites cooptées

En confisquant la voix des Afars, le régime issa construit une stabilité fragile, car toute domination fondée sur le mensonge et l'humiliation porte en elle les germes de sa propre chute.

Face à ce système verrouillé, la jeunesse afar refuse de se reconnaître dans les notables et responsables politiques choisis par le régime issa. Elle voit dans ces figures des marionnettes dépourvues de légitimité, et cherche ailleurs ses repères. De cette désillusion naît une conscience collective diffuse, encore sans structure ni mouvement organisé, mais bien réelle. Dans les discussions privées, sur les réseaux sociaux, dans les villages comme dans la diaspora, se forge peu à peu un sentiment partagé : l'avenir des Afars ne pourra pas se construire dans l'ombre des leaders imposés.

Cette conscience silencieuse est un volcan endormi. Si elle venait à se transformer en action, même spontanée, le pays pourrait **connaître une déflagration politique et sociale d'une ampleur inattendue**, car nul régime ne peut indéfiniment bâillonner la voix d'une jeunesse qui se découvre un destin commun. ■





L'or blanc des Afars

Dans la dépression de l'Afar, au nord de Djibouti, **le lac Assal** abrite l'un des gisements de sel les plus extraordinaires au monde. Situé à **155 mètres sous le niveau de la mer**, ce lac est le point le plus bas d'Afrique et l'un des plus salés de la planète. Sous l'effet d'une chaleur extrême souvent supérieure à 50 °C l'eau s'évapore rapidement, laissant une épaisse croûte blanche de **chlorure de sodium pur à près de 97 %**. Cette concentration exceptionnelle fait du sel d'Assal un produit d'une qualité rare, recherché aussi bien pour l'alimentation que pour l'industrie chimique.

Mais sa particularité dépasse la géologie. Depuis des siècles, **les Afars** ont développé une véritable économie du sel. Munis d'outils simples, ils découpent les plaques salines, les chargent sur des **caravanes de dromadaires** et parcourent des centaines de kilomètres à travers le désert pour commercer avec les peuples voisins, notamment sur les marchés d'Éthiopie. Ce sel, appelé **amole**, servait autrefois de **monnaie d'échange**, preuve de sa valeur vitale dans un environnement aride où il était aussi précieux que l'eau.

Au-delà de son utilité économique, le sel du lac Assal représente un symbole culturel fort. Pour les Afars, il évoque la pureté, la survie et la dignité. Travailler le sel, c'est perpétuer un savoir-faire ancestral, transmis de génération en génération, dans l'un des milieux les plus inhospitaliers du globe. Aujourd'hui encore, malgré la modernisation de l'exploitation, ces traditions perdurent, rappelant que le sel afar n'est pas seulement une ressource naturelle : il est **une part vivante de l'identité d'un peuple** et un témoignage de la relation harmonieuse entre l'homme et un environnement extrême.

Jusqu'où ira la dynastie Guelleh

Une photo de la délégation djiboutienne à l'Assemblée générale des Nations unies relance le débat sur la concentration du pouvoir et la tentation dynastique au sommet de l'État.

L'image d'une délégation djiboutienne conduite par Ismaïl Omar Guelleh (IOG) et largement relayée sur les réseaux sociaux a suscité un flot de réactions quant à sa composition. Sur les six personnalités visibles, IOG compris, cinq sont issues du **clan Mamassane**, ce qui a valu à certains commentateurs d'affirmer, non sans sarcasme, que l'unique intrus de cette équipe resserrée serait le ministre des Affaires étrangères, d'ethnie Afar, selon une lecture tribale familière aux Djiboutiens.

Pour de nombreux critiques du pouvoir, ce cliché condense l'« évolution naturelle » d'un régime construit dès l'origine sur **une logique tribale inspirée du Xeer Ciise**. Leur récit retrace une trajectoire en quatre temps :

1. À l'indépendance (1977), un système centré sur la tribu issa, marqué par l'exclusion des autres composantes (Afars, Gadaboursis, Arabes, etc.) ;
2. Sous **Hassan Gouled**, un recentrage progressif sur le clan Mamassane, au détriment d'autres clans issas ;
3. À l'arrivée d'IOG en 1999, **un basculement rapide vers le sous-clan Bah-Fourlaba**, suivi d'un recentrage sur la « grande famille » Hirab ;
4. Aujourd'hui, **l'ultime étape** : la concentration du pouvoir politique, ainsi que de ses leviers économiques et financiers, entre les mains de la famille Guelleh Betel au sens strict filles, neveux, nièces, gendres.

Une question s'impose dès lors : et la suite ?



Les djiboutiens sont en droit de s'interroger sur la présence de **Haibado Ismaïl Omar Guelleh** au sein de cette délégation : contrairement aux autres membres qui occupent des fonctions officielles, la fille du chef de l'État ne détient aucun mandat public justifiant formellement sa participation.

D'où l'hypothèse, avancée par certains, d'une préparation à la succession. Ils relient aussi cette lecture au coup d'éclat d'**Alexis Mohamed**, dont la démission surprise a coïncidé avec la diffusion de l'image. Il serait, selon eux, le lièvre destiné à ouvrir la voie à Haibado. Dans ce cadre, les détracteurs d'IOG décrivent une famille dirigeante pétrie de certitudes, agissant à sa guise sans craindre **la contestation d'une population** éprouvée par la misère, le chômage et une inflation entretenue.

S'agissant de Haibado, ses opposants dressent un portrait peu flatteur : à leurs yeux, elle aurait grandi dans une tour d'ivoire, entre le palais de Haramous et des résidences à Paris, loin de la réalité quotidienne d'une majorité de Djiboutiens vivant parmi les mouches, les moustiques et les eaux usées. Ils lui prêtent des propos dégradants sur ses concitoyens - qu'elle qualifierait de « vauriens » - et soulignent des mises en scène publiques de proximités avec des personnalités somaliennes.

Toujours selon ces sources critiques, son seul titre de gloire serait **la mise à sac du Fonds Souverain de Djibouti**, créé pour détourner les actifs du pays, avant d'être liquidé.

Elles rappellent aussi son mariage avec **Saadiq Joon**, présenté comme un mercenaire somalien **lié au groupe Al-Shabab**. Une éventuelle accession de Haibado au pouvoir accélérerait alors la somalisation de Djibouti : un afflux de ressortissants somaliens fraîchement naturalisés pullulant dans la capitale, avec **l'importation d'un gangstérisme** et d'une anarchie jugés caractéristiques de la Somalie.

Ces critiques citent en exemple **la Banque Salam, attribuée à Jimaleh**, oncle de Saadiq Joon : elle serait devenue une pieuvre expropriant des Djiboutiens de leurs biens, terrains et entreprises via des procédés opaques, le tout sous l'œil complice de Haibado et de son père. À travers ce prisme, l'exemple djiboutien illustre la dérive d'un système tribaliste qui, en prétendant bâtir un État pour les Issas, finit, par injustice et fuite en avant, par détruire ceux-là mêmes qu'il était censé servir. Dans cette logique, l'arrivée de Haibado au sommet sonnera le glas de Djibouti, des Djiboutiens et même des Issas. ■

DJIBOUTI

■ UNESCO : L'écologie en guise d'équilibre

Par-delà la flore, la stratégie du pouvoir

L'annonce, en 2025, de la reconnaissance par l'UNESCO des sites de **Godoria**, des **Sept Frères** et de **Ras Siyan** comme réserve de biosphère a été saluée par les autorités djiboutiennes comme un « tournant historique » pour la nation. L'expression, reprise en boucle par la presse officielle, a le mérite d'être performative : elle crée l'événement avant même d'en définir la portée. Car, au-delà de l'exaltation écologique, il s'agit ici d'une mise en scène du pouvoir un épisode supplémentaire dans la longue dramaturgie du symbolique qui caractérise la gouvernance djiboutienne.

Les réserves de biosphère, faut-il le rappeler, ne sont pas de simples sanctuaires naturels : elles incarnent une articulation entre environnement, culture et société. Elles supposent donc, en théorie, une reconnaissance des communautés locales comme actrices de la préservation de leur territoire. Or, dans le cas djiboutien, cette reconnaissance arrive dans un contexte éminemment politique, où la nature semble convoquée pour **colmater les fractures identitaires** plutôt que pour protéger les écosystèmes.

Du Xeer Cisse au Madqa : la fabrique du ressentiment

Pour comprendre l'effet politique de cette reconnaissance, il faut revenir à **2024**, année où l'UNESCO inscrivait le **Xeer Cisse**, le droit coutumier somali issa, au patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Cette consécration, célébrée comme un succès national, fut aussi vécue comme un **camouflet par les Afars**, dont le Madqa, droit coutumier Afar, avait été proposé sans succès des années auparavant.

La symbolique fut d'autant plus violente qu'une vidéo, datant de 2023, montrait **Houmed Barkat**, personnalité respectée du sultanat de Tadjourah, dénonçant l'éviction du Madqa et, plus largement, la marginalisation culturelle des Afars. Dans un pays où la mémoire collective reste un terrain sensible, cette mise à l'écart prit la forme d'une blessure politique.



Pour y répondre, le régime annonça, dans une hâte pleine de bonnes intentions, son désir de « rééquilibrer » la situation en soutenant l'inscription future du Madqa. L'initiative fit grand bruit, avant de disparaître avec la discrétion d'un décret sans budget.

Le vert pour apaiser le bleu : écologie compensatoire et politique du symbole

C'est dans ce climat d'irritation contenue qu'émerge, presque miraculeusement, la reconnaissance de ces **réserves de biosphère**, situées pour l'essentiel dans les zones afars. Hasard heureux, diront certains ; **rattrapage opportun**, diront les autres. La temporalité, comme souvent à Djibouti, a le sens de la convenance politique.

Car, en vérité, cette reconnaissance n'a rien d'innocent. Elle opère comme une **substitution symbolique** : à défaut d'accorder la reconnaissance culturelle (trop risquée, trop chargée politiquement), on concède la reconnaissance écologique. L'un parle du droit et de la mémoire ; l'autre, des paysages et de la biodiversité

Le pouvoir djiboutien a compris qu'on peut **réparer un affront culturel par un trophée environnemental**, du moment que l'étiquette porte le sceau de l'UNESCO. Une diplomatie verte, en somme où la nature devient un instrument de pacification symbolique. La biodiversité fait ici office de **lot de consolation** pour une communauté blessée, tout en offrant au régime l'occasion de réaffirmer son image d'État moderne et écologiquement vertueux.

La nature au service du récit national

Sous couvert de préservation de l'environnement, l'État réécrit en réalité une géographie politique du mérite : les uns auront la culture, les autres la nature.

Un procédé qui s'inscrit dans une logique bien connue des États postcoloniaux : celle qui consiste à **gouverner par le symbole plutôt que par la réforme**. On multiplie les reconnaissances, les cérémonies et les labels internationaux pour donner l'apparence du progrès, sans toucher aux déséquilibres réels. ■

*Inki laale digra maraw
Inki malaabo digra maraw
Inki keeke digra maraw
Sinam digirtah digra maraw
Isin macah digra maraay?*

*Anablem able sinni maraw
Umaanek meqeh iyya maraw
Maqaanek cess iyya maraw
Baatil cakkih le maraw*

Isin macah batta maraay?

*Inti lih tataff iyya maraw
Ixxiga lih iggimat xiina maraw
Gadda lih calway le maraw
Isin macah batta maraay?*

*Baaxo lih gub sinni maraw
Gadda lih calway le maraw
Madqa lih gar sinni maraw
Isin macah batta maraay?*

Ali Ibrahim

ETHIOPIE

■ Afar : les civils pris au piège d'une paix illusoire

Région Afar (Éthiopie) - Le 3 octobre, une femme a été abattue dans la localité de Gadamaytu. L'attaque, attribuée à des milices somali-issas, vient s'ajouter à une série d'agressions sanglantes contre des civils afar. Depuis décembre 2024, date de la cessation officielle des hostilités entre les régions Afar et Somali, au moins **95 personnes ont perdu la vie**, dans une indifférence grandissante.

Le mois d'août fut particulièrement meurtrier. Le 24 août 2025, **deux fillettes ont été tuées** dans la zone de Yangudi lors d'un raid contre des campements nomades afar. Quelques jours plus tôt, le 7 août, **le massacre de Hanruka**, où un père, une mère et leurs deux filles furent exécutés à coups de machettes, avait profondément choqué l'opinion nationale.

La répétition des attaques, qui visent de manière disproportionnée femmes et enfants, alimente l'idée d'une **stratégie de terreur systématique**. En s'attaquant aux plus vulnérables, les assaillants cherchent à provoquer l'exode forcé des communautés locales et à redessiner, par la violence, les équilibres démographiques de la région.



Femme Afar abattue dans la localité de Gadamaytu



Enfants tués avec leurs parents à coups de machette à Hanruka

Le silence d'Addis-Abeba

Si l'accord de 2024 avait nourri l'espoir d'un retour à la stabilité, la persistance des violences démontre son caractère largement illusoire. Sur le terrain, les autorités régionales afar dénoncent **une absence de protection et de réponse ferme de l'État fédéral**.

Plus grave encore, certains responsables locaux estiment que l'inaction d'Addis-Abeba s'apparente à une forme de complicité tacite. Le pouvoir central, soucieux de préserver ses équilibres politiques avec la région Somali, fermerait volontairement les yeux, notamment en raison du soutien diplomatique et militaire que celle-ci reçoit du gouvernement djiboutien.

Un peuple livré à lui-même

Ce silence officiel nourrit un profond **sentiment d'abandon** chez les Afars;

Dans une Éthiopie en proie à des crises multiples, leur situation illustre les dérives d'un système fédéral incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens.

À chaque attaque, les mêmes questions reviennent : qui protège les civils ? Quel avenir pour les accords de paix quand l'État lui-même paraît absent ?

Pour les familles endeuillées, une certitude demeure : **la paix proclamée ne les protège pas de la guerre qu'elles subissent au quotidien.** ■



Fillettes tuées dans la zone de Yangudi

Histoire contemporaine • critique d'ouvrage

Révolution éthiopienne : redonner voix aux Afars, ces oubliés du récit national

La révolution éthiopienne de 1974 est souvent racontée comme une épopée centrale, avec Addis-Abeba pour unique scène et le Derg comme seul protagoniste. Une vision binaire qui glorifie la chute de l'Empire et l'avènement d'un socialisme supposément égalitaire. Mais que deviennent, dans ce récit officiel, les peuples périphériques, ceux dont les terres et les existences furent broyées par la machine centralisatrice ? C'est à cette question qu'apporte une réponse décisive l'ouvrage d'**Aramis Houmed Soulé**, *Les Afars, la révolution éthiopienne et le régime du Derg (1974-1991)*, publié par le Centre français des études éthiopiennes.

En choisissant de replacer les Afars au cœur de l'analyse, l'auteur brise une invisibilisation tenace. **Les Afars ne furent pas de simples spectateurs de la révolution** : ils en furent des acteurs, des victimes et des résistants. Leur trajectoire, décrite avec rigueur, dévoile une révolution vécue autrement : comme dépossession, marginalisation et recomposition politique.

Le nationalisme afar : une quête de dignité

Loin de surgir soudainement en 1974, le nationalisme afar plonge ses racines dans une histoire longue, marquée par les sultanats et par la conscience de la valeur stratégique de l'Awash. Convoité par l'État impérial, par les investisseurs étrangers et par les populations voisines, ce territoire est aussi un espace de **dépossession progressive**. De là naît une revendication : la reconnaissance.

Soulé souligne combien ce nationalisme fut caricaturé par l'État central, réduit à une **menace séparatiste**.

En réalité, il s'agit d'un projet politique cohérent, formulé face à une double marginalisation, économique par la perte des terres et politique par l'exclusion des instances de pouvoir.

1974 : la promesse révolutionnaire trahie

Si le centre exulte à l'annonce de la chute de l'Empire et de l'arrivée du Derg, les Afars connaissent une toute autre réalité. **La réforme agraire**, présentée comme une rupture historique se transforme dans l'Awash en un processus de spoliation massive. Les meilleures terres ne reviennent pas aux communautés locales mais à l'État révolutionnaire qui en fait des fermes d'État ou les confie à des alliés du régime.

« Dans la vallée de l'Awash, la révolution n'a pas libéré : elle a dépossédé », rappelle Soulé.

À cette dépossession matérielle s'ajoute une **mise sous tutelle politique** : les Afars sont surveillés, militarisés, considérés comme suspects. L'égalité proclamée dans les discours n'est, pour eux, qu'un masque dissimulant la centralisation autoritaire. Ce qui fut présenté comme un projet universel de justice sociale apparaît, vu des marges, comme **une colonisation interne**.

Dissidence et recomposition

Face à cette dépossession, la contestation devient inévitable. Mais Soulé insiste sur un point essentiel : la dissidence afar n'a jamais été un bloc homogène. Entre élites proches des sultanats optant pour la négociation, et jeunes militants séduits par les fronts armés régionaux, la résistance prend des formes multiples.



Elle révèle une capacité d'adaptation et une recomposition politique constante. Les Afars ne sont donc pas de **simples victimes passives**. Ils expérimentent, se divisent, se recomposent, et posent, à travers leurs luttes, une question fondamentale : comment résister sans disparaître, comment inventer une politique depuis les marges ?

Relire l'histoire depuis les périphéries

L'apport de l'ouvrage d'**Aramis Houmed Soulé** est considérable. En redonnant aux Afars une voix, il déconstruit le mythe d'une révolution unifiée et rappelle une évidence trop souvent étouffée : l'histoire éthiopienne n'est pas linéaire, mais traversée de fractures et de récits multiples.

Trois séquences ressortent avec force : l'émergence d'un nationalisme enraciné dans une quête de dignité ; l'expérience de 1974 vécue comme dépossession et non libération ; la dissidence, espace de résistance mais aussi d'invention politique. Ensemble, elles dessinent **une contre-histoire de la révolution éthiopienne**.

Ce livre n'est donc pas seulement un apport à l'historiographie. Il est un rappel plus universel : un État qui prétend se transformer sans ses marges construit une **modernité amputée**. Et ce sont précisément ces marges, ces « oubliés » du récit national, qui, par leurs résistances, en révèlent les contradictions les plus profondes. ■

Le Xeer Ciise, entre fierté patrimoniale et tensions politiques

Par-delà les cérémonies officielles, la reconnaissance du **Xeer Ciise** par l'UNESCO en 2024 met en lumière un fragile équilibre entre patrimoine, identité et pouvoir dans la Corne de l'Afrique. Ce système juridique oral, pierre angulaire de la société issa, incarne un mode de gouvernance coutumier fondé sur la médiation et la réparation. Mais depuis son entrée au patrimoine immatériel de l'humanité, ce symbole de cohésion menace paradoxalement d'exacerber les fractures régionales.

Du Xeer Cisse au Madqa : la fabrique du ressentiment

En janvier 2025, deux grandes commémorations ont marqué cette inscription : à Dire Dawa, en Éthiopie, où des milliers de personnes ont afflué pour honorer le Xeer ; et à Djibouti, où universitaires et religieux ont débattu de son rôle dans la modernité.

Mais la perspective **d'une troisième célébration à Zeila**, ville portuaire du Somaliland, a fait basculer l'enthousiasme dans la méfiance. Zeila, mosaïque où cohabitent Issas et Gadaboursis, est depuis longtemps un point de contact sensible. Pour une partie des Gadaboursis, l'idée d'un événement dédié au Xeer Ciise sur leur sol relevait moins d'un hommage culturel que **d'une affirmation territoriale déguisée**.

Début octobre, des échauffourées ont opposé des jeunes des deux communautés. Les forces de sécurité somalilandaises ont procédé à plusieurs arrestations. Le calme est revenu, fragile, mais les rancunes persistent.



L'ombre de Djibouti

Cette flambée locale trouve un écho dans la politique régionale. Plusieurs observateurs voient dans la crise de Zeila **une projection des luttes internes djiboutiennes**. À 77 ans, le président Ismaïl Omar Guelleh, au pouvoir depuis un quart de siècle, entretient le flou sur une éventuelle sixième candidature en 2026 malgré la limite constitutionnelle d'âge.

La démission de son conseiller **Alexis Mohamed**, qui accuse le régime de "semer le désordre pour prolonger son emprise", a jeté de l'huile sur le feu. Selon certains analystes, **un soutien implicite aux Issas** dans la région frontalière servirait à affaiblir le Somaliland tout en consolidant la sphère d'influence djiboutienne sur les routes commerciales de la mer Rouge.

Officiellement, Djibouti dément toute ingérence. Officieusement, le silence prolongé du palais présidentiel nourrit les soupçons **d'un jeu à plusieurs bandes**, mêlant ambition politique, rivalités claniques et contrôle stratégique des ports.

Dans un pays minuscule mais hyper-stratégique, où se croisent les bases militaires américaine, française, chinoise et japonaise, **toute étincelle locale peut résonner loin**.

Les tensions de Zeila ne sont qu'un fragment d'un échiquier plus vaste : celui d'une Corne de l'Afrique fracturée entre État-nations fragiles, mémoires tribales et influences extérieures. En Éthiopie, les foyers de conflit persistent malgré la fin officielle de la guerre du Tigré. En Somalie, la rivalité entre clans et régions autonomes continue d'entraver la stabilité. Dans ce contexte, **le moindre déséquilibre identitaire se propage comme une onde de choc**.

Entre médiation et inertie

Des leaders religieux et des acteurs civils au Somaliland appellent à **une médiation interclanique** pour apaiser les esprits. Des comités de sages tentent de renouer le fil du dialogue, rappelant que le Xeer lui-même repose sur la négociation.

Mais sans volonté politique ferme, ni du côté de Djibouti ni du Somaliland, ces appels risquent de s'éteindre dans le vacarme régional.

Le Xeer Ciise, né pour prévenir les vendettas et restaurer la paix sociale, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une bataille de symboles et d'influences. Ironie du sort : ce système ancestral de justice, conçu pour **rétablir l'équilibre entre les hommes**, révèle désormais à quel point cet équilibre est devenu précaire entre les États. ■